



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

Racisme dans la police

Question écrite n° 9961

Texte de la question

M. Antoine Léaument interroge M. le ministre de l'intérieur et des outre-mer sur le racisme dans la police. Mardi 4 juillet 2023, lors de la séance de questions au Gouvernement, M. le député a posé plusieurs questions à M. le ministre sur le racisme dans la police. M. le ministre a esquivé le sujet et refusé de répondre. M. le député souhaite pourtant vivement obtenir des réponses. M. le député lui repose donc par écrit les questions posées à l'oral ce mardi 4 juillet 2023. Voici la section de l'intervention de M. le député qui portait ce sujet : « La vérité, c'est que vous êtes paralysé par la peur ! (...) Cette peur paralyse votre action. Cette peur est celle qui vous empêche d'agir quand l'ONU dénonce le racisme dans la police. Mais vous niez ce racisme. Et la présidente macroniste de l'Assemblée dit que "la police exerce sa mission d'une façon merveilleuse". Au nom de Taissire, Gabriel, Samy, Keve, Gangaly, Mohammed, 6 jeunes de ma circonscription âgés de 13 à 17 ans, je veux vous parler de cette "merveille" : "Ferme ta gueule tête de chien" , "Tu veux qu'on t'encule ou quoi ?" , ces propos sont ceux de policiers à ces jeunes gens. Ils vous choquent ? Tant mieux ! Peut-être allez-vous réagir ! Le code de déontologie dit que le policier "doit se comporter d'une manière exemplaire, qui inspire en retour respect et considération". Pensez-vous que ces insultes inspirent "respect et considération" ? Pensez-vous que quand des syndicats policiers parlent de "hordes sauvages", de "nuisibles" et de "guerre", ils emploient autre chose qu'un vocabulaire raciste ? Car la guerre c'est contre un ennemi de l'extérieur. Il n'existe pas, en République, d'ennemi de l'intérieur. Le racisme est un délit. C'est le poison de la République. Quand allez-vous limoger et punir les policiers racistes qui salissent l'uniforme de leurs collègues républicains ? Quand allez-vous faire justice aux jeunes comme Taissire qui résumant, eux, leur attachement à la République par une phrase simple : "On est tous Français, on doit avoir les mêmes droits" ? ». Il attend de sa part des réponses à ces questions.

Données clés

Auteur : [M. Antoine Léaument](#)

Circonscription : Essonne (10^e circonscription) - La France insoumise - Nouvelle Union Populaire écologique et sociale

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 9961

Rubrique : Police

Ministère interrogé : Intérieur et outre-mer

Ministère attributaire : [Intérieur et outre-mer](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [11 juillet 2023](#), page 6347

Question retirée le : 11 juin 2024 (Fin de mandat)